



ARREST
DU CONSEIL D'ÉTAT
DU ROI,

*Qui ordonne que le nombre des Imprimeurs de la généralité
de Metz, sera & demeurera fixé à celui de quatre.*

Du 12 Mai 1759.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI étant informé que, nonobstant les règles prescrites par différens arrêts de son Conseil, & notamment par ceux des 21 juillet 1704 & 31 mars 1739, pour prévenir les abus d'un trop grand nombre d'Imprimeries dans le royaume, il s'en seroit établi dans quelques villes ou lieux, contre la teneur desdits arrêts, & même sans observer les formalités prescrites par ceux des 28 février 1723 & 24 mars 1744, pour être admis à l'exercice dudit Art; Sa Majesté auroit jugé à propos de se faire représenter l'état de toutes les Imprimeries qui existent

actuellement dans les différentes généralités de son royaume, & d'expliquer définitivement ses intentions à ce sujet, de manière que le nombre desdites Imprimeries, & le sort de ceux qui les tiennent, soit désormais fixé irrévocablement dans chacune desdites généralités, ainsi que l'entière exécution des règles & formalités prescrites pour être admis à l'exercice d'un Art si utile en lui-même, mais qui deviendrait nuisible & à l'Art même & à la bonne police du royaume, s'il étoit trop multiplié: A quoi voulant pourvoir. Oûi le rapport, & tout considéré; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de Monsieur le Chancelier, a ordonné & ordonne que les arrêts de son Conseil des 31 mars 1739, 28 février 1723 & 24 mars 1744, seront exécutés; & en conséquence, que le nombre des Imprimeurs de la généralité de Metz, sera & demeurera fixé à celui de quatre; savoir, deux pour la ville de Metz, & un pour chacune des villes de Toul & Verdun: ce faisant, ordonne que les Imprimeries établies à Sedan & à Vic, seront & demeureront supprimées; & néanmoins a permis & permet par grace, & sans tirer à conséquence, à la nommée Françoise Thezin, de continuer d'imprimer dans ladite ville de Sedan, sa vie durant, sans qu'après son décès ladite Imprimerie puisse être tenue par aucun Imprimeur, même par les enfans de ladite Thezin: Fait défenses à toutes personnes, sans exception, d'exercer ou faire exercer ledit Art dans aucunes autres villes ou lieux de ladite généralité, que ceux ci-dessus marqués: Fait pareillement défenses à tous Imprimeurs, sans exception, d'exercer ledit Art dans aucunes desdites villes ou lieux, s'ils n'ont été reçus en la forme prescrite par les réglemens; le tout à peine de cinq cens livres d'amende, & de confiscation des vis, presses & caractères de leurs

3

Imprimeries. Enjoint Sa Majesté aux Lieutenans généraux de police, d'observer & faire observer exactement les dispositions contenues au présent arrêt ; comme aussi au sieur Intendant & Commissaire départi en la généralité de Metz, de le faire publier par-tout où besoin sera, de tenir la main à son exécution, & d'informer Monsieur le Chancelier des contraventions qui pourroient y être faites. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le douze mai mil sept cent cinquante-neuf. Signé LE M.^{AL} DUC DE BELLE-ISLE.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. D C C L I X.

Cass

Wing

folio

.2

144

.A1

v. 6

no. 148

